

Délibération 3.10
Budget 2018

Intervention de Stéphane BARRE

Ce que nous pressentions lors des orientations budgétaires vient malheureusement se confirmer avec la présentation de ce projet de budget 2018.

Alors que toutes les études, comme encore récemment celle conduite par le Secours Catholique, démontrent une aggravation de la situation sociale dans notre pays. Avec notamment une hausse constante de la pauvreté, de la précarité. Mais aussi des problématiques sociales de plus en plus complexes et prégnantes. Des inégalités qui se creusent. Des menaces également sur le logement social.

Alors que tous les rapports présentés devant notre assemblée depuis des mois, comme celui sur le Fonds de Solidarité Logement, recourent ces mêmes études en nous expliquant que notre Département va plus mal que la moyenne nationale concernant ces mêmes difficultés sociales.

Vous nous présentez aujourd'hui le budget du chef de file des solidarités où la plupart des dépenses sociales sont en baisse.

Au total, pour la solidarité qui constitue 60 % de notre budget et qui était en évolution constante depuis plusieurs années, vous prévoyez une baisse du crédit global de 4 millions en 2018.

Et encore, cette baisse globale de - 0,5 % de BP à BP, intègre une hausse des crédits consacrés à l'Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA) et en faveur des personnes âgées (+ 1,6 millions) et un effort accru en faveur du handicap avec + 2,2 millions d'euros supplémentaires ce que nous saluons.

Mais tous les autres postes sont en baisse, et notamment les dépenses liées au RSA pour lesquelles vous tablez sur une diminution de 5,4 millions d'euros.

Vous nous précisez que cette prévision s'adosse sur une tendance à la baisse constatée ces dernières semaines.

Nous vous trouvons particulièrement optimiste, et pour tout dire bien imprudent, dans le contexte économique et social actuel.

Alors de deux choses l'une. **Où vous faites preuve ici d'une confiance aveugle en l'action du Président et de son gouvernement.** Au point d'enregistrer en quelques mois une inversion sensible de la situation dans laquelle se trouve le pays, notamment au niveau de la situation de l'emploi.

Ou bien **votre optimisme budgétaire vient utiliser quelques données comptables récentes pour chercher à masquer une politique d'austérité** au service de votre challenge dogmatique de réduire l'endettement départemental plus

vite que la musique.

En tout cas, anticiper sur toute une année la baisse des dépenses obligatoires liées au RSA nous paraît constituer un pari des plus risqués.

Surtout lorsque l'on sait qu'un tiers des personnes qui pourraient bénéficier du RSA ne le sollicite pas et que notre Département est censé s'être engagé dans un plan d'action visant justement à faire régresser ce non recours aux droits sociaux.

Et encore, si au sein des dépenses de solidarité, seules celles des allocations obligatoires étaient estimées à la baisse, nous pourrions vous reconnaître une cohérence dans cet optimisme béat.

Mais alors comment expliquer les baisses anticipées sur les crédits de la PMI santé publique (- 10 %), sur les dépenses liées aux structures sociales (- 3,8 %), sur les crédits en faveur de l'enfance et de la famille (- 1 %, près de 2 millions en moins) et même sur les solidarités internationales (- 2,9 %) et sur la lutte contre les discriminations (- 7,2 %).

En passant au crible les dépenses au titre du développement des territoires, même constat à la baisse pour les politiques de l'habitat : - 21 % (- 3,9 millions) ou l'action économique en faveur de l'emploi : - 67 % (- 8,4 millions).

Nous ne sommes pas les seuls à faire ce constat, ce matin même les syndicats de notre collectivité ont distribué un tract dénonçant les mesures de l'Etat, mais aussi de notre Département.

Vous pourriez nous rétorquer que les recettes réelles de fonctionnement étant prévues à un fort niveau de baisse (- 3,12 %), il est logique de voir les dépenses de fonctionnement diminuer dans les mêmes proportions.

Sauf que, vous maintenez malgré tout ce que l'on a pu vous dire et vous démontrer, votre politique zélée de désendettement en bloquant de nouveau en 2018, 20 millions d'euros à cet effet.

Nous devrions ainsi atteindre plus de 112 millions à fin 2018 mobilisés au cours de ce mandat pour répondre à ce seul objectif. Après lui le déluge !

Je laisse chacun apprécier à la lumière de ce chiffre de 112 millions ce que pèsent les 5 millions qu'il nous faudrait mobiliser pour mieux répondre à l'urgence sociale ou les 4 millions qu'il faudrait rétablir en faveur de dispositifs utiles que vous avez supprimé comme les bourses pour les collégiens ou l'exclusion d'une partie d'entre eux du Pass-Culture : à peine 10 % de cette somme colossale.

Vouloir agir contre cet endettement départemental, qui rappelons-le est tout de même le fruit des politiques de désengagement de l'Etat, notamment lorsqu'il a diminué la prise en charge des dépenses sociales, peut s'entendre.

D'ailleurs, cette action qui visait à mobiliser sur le budget des sommes en faveur du désendettement était déjà une réalité avant votre arrivée à la direction du Conseil

départemental (- 10 millions).

Mais en sachant que les transferts à la Métropole ont entraîné un sur-désendettement mécanique de 37,5 millions d'une part, et que, d'autre part, il existe également le levier de la renégociation des emprunts que vous utilisez d'ailleurs à juste titre, en rajouter en bloquant 20 millions de plus chaque année ne nous semble pas de bonne politique si l'on se place du point de vue de l'intérêt de nos concitoyens.

Car il n'y a pas de secret, dans un contexte marqué par un désengagement de l'Etat envers les collectivités locales qui s'est traduit notamment par une baisse des dotations de 55,6 millions en 4 ans, rien que pour la DGF, votre politique de désendettement zélé est financée par une austérité appliquée à des services de premières nécessités.

Les seinomarins sont de nouveau la variable d'ajustement de ce budget. Nous le dénonçons.

Si l'on ajoute à ces constats le fait que les collèges publics voient leur budget diminuer de 3 millions (- 3 %) alors que les collèges privés bénéficient à nouveau d'un cadeau de + 2 %, sans que cette évolution ne résulte d'une réalité en terme d'effectifs puisque ceux du privé sont stables, alors, même en nous bouchant le nez, il nous est impossible de voter ce budget. Il faudrait au moins nous fermer les yeux en même temps !

Nous vous laissons par conséquent la responsabilité de privilégier l'urgence à rembourser les banques plutôt que de répondre à l'urgence sociale.

Ceci étant, nous souhaitons tout de même saluer, même si ces aspects positifs sont loin pour nous de compenser ceux que je viens de développer, les engagements pris dans ce budget 2018 en faveur des infrastructures et notamment des ports : + 2,2 millions (+ 43 % d'évolution), de la filière pêche : + 47 %, de l'agriculture : + 6,9 % et de l'aménagement du territoire avec en particulier les aides aux communes : + 8,7 millions, + 49,5 %.

En ces temps difficiles où les communes sont plébiscitées par leurs administrés et maltraitées par les gouvernements successifs, ceci expliquant surement cela, nous notons avec satisfaction que le Département reste plus que jamais à leurs côtés.

Nous préférerions que ce soutien au bloc communal soit assis sur une aide différenciée, prenant en compte la réalité des richesses dont dispose chaque commune et sa population, mais sous cette réserve de taille, nous soutenons cette orientation.

Vous l'aurez compris, notre groupe votera contre ce projet de budget 2018 en vous donnant rendez-vous dans un an pour mesurer les conséquences des choix que vous avez opérés ici.

Pour l'heure, pour nous, le compte n'y est pas.